

La perception des acteurs institutionnels des pays du Sud sur les institutions internationales. Etude de cas : l'OCDE en Afrique sub-saharienne

Sergiu Mişcoiu

Faculté d'études européennes
Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca

I. INTRODUCTION

Depuis sa création en 1961 et notamment depuis l'effondrement du bloc des pays de l'Est en 1989, l'Organisation pour la Coopération et le Développement en Europe a exercé une force d'attraction très importante sur nombre de pays de la planète, comme le démontre les efforts intenses et prolongés de la part de certains États comme le Costa Rica ou le Chili pour rejoindre l'organisation¹. En même temps, l'OCDE a multiplié les initiatives et les interventions dans différentes régions de la planète, en faisant notamment des efforts pour le développement des pays du Sud et surtout d'Afrique par une série de programmes et de projets de soutien et d'évaluation des politiques économiques de ces pays. Mais a-t-elle pu se débarrasser de l'image d'un « club des riches », intéressé d'abord à une forme « soft » de projection des intérêts du Nord² ? Pour répondre à cette question, nous avons mené une enquête de terrain auprès des décideurs et des hauts fonctionnaires des pays de l'Afrique subsaharienne dont nous allons présenter les résultats dans les pages qui suivent.

Les interventions de l'OCDE dans les pays de l'Afrique subsaharienne revêtent une variété de formes. Il s'agit d'abord de projets censés offrir de l'expertise dans l'adoption et la mise en place des politiques publiques, telle l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité. Parmi les projets de ce type, les initiatives visant la transparence financière et fiscale, la prévention de la corruption et la lutte anticorruption, comme l'Initiative OCDE/BAfD pour l'intégrité des affaires et la lutte contre la corruption en Afrique, le Forum sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales – Initiative Afrique ou bien le partenariat avec le Forum sur l'Administration Fiscale Africaine (ATAF), ont donné des résultats concrets dans l'amélioration des politiques publiques des pays africains³. De surcroît, l'OCDE a déroulé des programmes d'évaluation et de monitoring des progrès accomplis par les pays africains par rapport aux objectifs qu'ils se sont donnés, tel l'Indice des institutions sociales et de genre (SIGI)⁴. Enfin, l'organisation a mobilisé des ressources pour mettre en place des projets de développement, comme, par exemple, la Plateforme pour investissements et la transformation productive en Afrique, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) ou bien l'Initiative « G20 Compact with Africa ».

Malgré cette présence assez importante au niveau du continent africain, la notoriété de l'OCDE n'est pas très élevée au niveau institutionnel et est presque inexistante au sein des sociétés des pays africains. Qui plus est, plusieurs enquêtes précédentes ont clairement montré que des facteurs historiques et conjoncturels convergent et affectent la capacité des organisations créées ou dirigées par les pays occidentaux à persuader les gouvernements africains de leurs bonnes intentions⁵.

Parmi ces facteurs, il faut compter tout d'abord l'anti-néocolonialisme très enraciné idéologiquement qui vient d'être reconfirmé par les réactions publiques par rapport à la vague des coups d'Etat perpétrés entre 2020 et 2023 en Guinée, au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Perçus comme étant dirigés contre les leaders soutenus par les pays occidentaux et notamment par la France, ces coups ont été largement approuvés par des vastes strates des populations des concernés et, de surcroît, par l'opinion publique de beaucoup d'autres pays de l'Afrique sub-saharienne. Tout constitutionnellement illégitimes comme ils sont, les gouvernements provisoires ou transitionnels nommés par les juntes ayant pris le pouvoir suite à ces coups d'Etat bénéficient à leur tour d'un degré de soutien implicite ou explicite bien plus élevé que les régimes antérieurs renversés⁶.

Puis, des analyses récentes ont souligné aussi la méfiance croissante et de plus en plus généralisée envers les institutions internationales dénoncées comme étant « contrôlées par les pays du Nord ». Accusées de promouvoir les intérêts économiques et géostratégiques des anciennes puissances coloniales et de leurs alliés européens et nord-américains, les organisations initiées et dirigées par les pays du Nord ont une réputation de moins en moins positive en l'Afrique subsaharienne. Si les ressentiments se dirigent en premier lieu contre le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale, à la suite des politiques d'ajustement structurel qui ont impliqué des coûts sociaux importants et ont donné des résultats mitigés, ils n'épargnent pas les autres organisations internationales, assimilées au modèle et aux pratiques des deux institutions financières mondiales⁷.

Enfin, la vulnérabilité des sociétés africaines par rapport à la propagande anti-occidentale soutenue notamment par la Russie (et dans une moindre mesure par la Chine, la Turquie, l'Arabie Saoudite, ou les Emirats Arabes Unis) a progressé ces dernières années. La raison principale de la perméabilité des cadres politiques et sociétaux des pays subsahariens devant la propagande

* Recherche soutenue par le projet Brâncuşi Roumanie-France UEFISCDI, PN-IV-P8-8.3-PM-RO-FR-2024-0165 « La crise des institutions et l'avenir de la démocratie libérale: diagnostics et thérapies possibles à partir des exemples français et roumain », CRIDEM, Faculté d'études européennes, Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie.

¹ R. Woodward, *The organisation for economic co-operation and development (OECD)*, Londres, Routledge, 2009, pp. 17-21.

² M. Schmelzer, *A club of the rich to help the poor? The OECD, "development", and the hegemony of donor countries. In International organizations and development, 1945-1990*, Londres, Palgrave Macmillan UK, 2014, pp. 171-195.

³ E.O. Udjo, S. Simelane, D. Booyen, D., "Socio-economic indicators of development progress within the OECD framework in South Africa". In *Millennium Conference of Commonwealth Statisticians*, Botswana, 2000, pp. 1-5; O. K. Mackenzie, *Efficiency of tax revenue administration in Africa*, Department of Economics, University of Stellenbosch, 2021.

⁴ S. Lamichhane, G. Eğilmez, R. Gedik, M. K. S. Bhutta, B. Erenay, (2021), "Benchmarking OECD countries' sustainable development performance: A goal-specific principal component analysis approach", *Journal of Cleaner Production*, vol. 287, 125040.

⁵ P. Carroll, A. Kellow, *The OECD : A study of organisational adaptation*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2011.

⁶ S. Mişcoiu, J.-M. De Waele, Jean-Michel, « Introduction. Du maquisard au politique – quelques pistes pour appréhender des trajectoires complexes et sinueuses », dans : Sergiu Mişcoiu, Jean-Michel De Waele et Andreea Bianca Urs (dir.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*, Cluj-Napoca, Casa Cărţii de Ştiinţă, coll. « Afrika », pp. 7-18.

⁷ S. Mişcoiu, D. Petrica, « The New EU-Africa Relations' Strategy: Soft Power or Neoliberalist Power? », In: Adebawale Akande (ed.), *Politics Between Nations. Contributions to International Relation*, Springer, Cham., 2023, pp. 539-560

anti-occidentale réside dans le mécontentement croissant des citoyens de la région et surtout des jeunes et très jeunes Africains, dont le nombre progresse rapidement et qui sont en proie au chômage, à la précarité et à la pauvreté. Face à une propagande anti-occidentale qui ne cesse de montrer du doigt le néocolonialisme et l'impérialisme comme étant la première et la dernière raison de tous les malheurs de l'Afrique, les gouvernements des pays de la région choisissent souvent la voie confortable du silence ou de l'acquiescement implicite et parfois même explicite, en essayant de surfer aussi sur la vague de l'indignation publique⁸. Dans ces conditions, les organisations internationales sont prises à leur tour pour cibles et paient souvent les frais des discours anti-occidentaux véhiculés par les trolls du Kremlin et tolérés par les dirigeants nationaux⁹.

Dans ce contexte marqué par une forte croissance des sentiments anti-occidentaux, il serait pertinent de s'interroger sur les raisons de la perception négative qu'ont les organisations internationales dans les milieux politiques et dirigeants des pays de l'Afrique subsaharienne. Et, plus concrètement, il convient de voir si l'OCDE est aussi concernée par cette méfiance des acteurs locaux à l'égard des institutions internationales, pour quelles raisons et dans quelle mesure.

Pour ce faire, nous avons mené une enquête de terrain consistant en une recherche qualitative de type entretien semi-structuré avec 27 hauts fonctionnaires gouvernementaux d'autant de pays de l'Afrique sub-saharienne. L'enquête s'est déroulée en août et septembre 2023 en mode hybride, avec 15 entretiens en présentiel et 12 en ligne. Si l'échantillon ne peut pas être représentatif pour l'ensemble des hauts fonctionnaires des pays de la région, il obéit quand même à l'impératif de la diversité. Ainsi, dans chaque pays, nous avons visé les fonctionnaires ayant travaillé avec l'OCDE (et implicitement avec d'autres organisations internationales), en leurs qualités de représentants de leurs pays. Sur un lot initial de 76 personnes, nous avons opéré un tri permettant d'avoir dans le panel final 27 interviewés, avec une proportion hommes/femmes correspondant à la structure moyenne des profils de la haute fonction publique des pays africains (20 hommes et 7 femmes). En même temps, nous avons cherché à inclure des représentants des différents ministères, allant des ministères des affaires étrangères aux départements du commerce extérieur, en passant par les conseillers des premier-ministres et des chefs d'Etats. La fiche technique comprenant des données sur les profils des interviewés se trouve dans l'Annexe no. 1.

Le guide d'entretien a inclus des questions d'ordre général et des questions spécifiques liées à la manière dont les participants perçoivent les organisations internationales et notamment l'OCDE et la manière dont ils évaluent la perception desdites organisations par les milieux décisionnels et par l'opinion publique de leurs pays respectifs. Les entretiens, qui ont duré en moyenne 1h20m, ont inclus une partie finale réservée à l'expression libre des réflexions des interviewés. La plupart des participants à notre enquête (19/27) ont demandé de ne pas être enregistrés et la quasi-unanimité des participants ont exigé l'anonymisation de leurs identités, qui a pris la forme du changement des initiales utilisées pour cet article.

L'interprétation des résultats des interviews a suivi une méthodologie classique¹⁰, qui consiste dans l'identification des régularités dans les réponses des interviewés et l'articulation de celles-ci dans des récits cohérents et fidèles par rapport aux dires

des participants à la recherche. Nous avons regroupé l'ensemble de ces récits dans quatre grandes lignes argumentatives qui ressortent de cette recherche de terrain.

II. UNE INDISTINCTION ENTRE LES DIFFÉRENTES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

La plupart des interviewés pensent que les institutions internationales sont vues par les citoyens des pays de l'Afrique subsaharienne, mais aussi par certains décideurs, comme un ensemble compact, sans faire une distinction effective entre celles-ci. Comme un haut fonctionnaire gabonais l'explique, « les organisations internationales sont perçues ici en vrac – comme s'il n'y en avait qu'une seule » (F.N., Gabon). Ceci est dû, selon certains, à l'abus de la syntagme « institutions internationales » dans le discours public des officiels africains, « notamment dans des contextes négatifs » (I.G., Soudan du Sud).

Avant d'être une stratégie de communication intentionnelle, le regard posé sur les organismes internationaux comme une collectivité amorphe relève avant tout d'une « ignorance authentique » de ce que sont et font ces organisations, à en croire plusieurs participants à notre recherche, dont un conseiller auprès du Gouvernement du Burundi :

« Les programmes de l'UE, du PNUD, de la BM, du FMI, de l'OCDE, etc. – si on ne travaille pas directement avec les organisations internationales, on n'arrive pas à les distinguer, même si on est au gouvernement » (I.V., Burundi).

L'OCDE, dont la présence est « bien moins connue que celle de beaucoup d'autres organisations » (N.Y., Tchad) n'échappe pas à cette logique. Rares sont ceux qui arrivent à individualiser l'OCDE dans le grand chœur des institutions internationales et donc à s'y rapporter d'une manière distincte. Selon nos interviewés, malgré la spécificité de chaque organisation, elles sont toutes perçues d'une manière semblable, ce qui ne profite pas à l'OCDE :

« L'OCDE n'est malheureusement pas vue comme étant différente des autres institutions internationales, bien qu'en pratique ce soit autre chose » (H.P., Malawi).

Certains officiels considèrent que cet amalgame est même préjudiciable à l'organisation siégeant à Paris : étant assimilée à des institutions comme la Banque Mondiale ou le FMI, l'OCDE n'arrive pas à faire valoir les activités et les modes d'interventions qui lui sont propres et qui se distinguent en réalité des politiques des certaines autres institutions, comme expliqué par une haute fonctionnaire tanzanienne :

« Seuls les connaisseurs savent que l'OCDE est quand même plus généreuse et moins donneuse de leçons que les autres organismes internationaux » (W.E., Tanzanie).

Ainsi, malgré ses politiques plus inclusives et ses normes moins prescriptives et un peu plus adaptées aux contextes nationaux, l'OCDE ne réussit pas à « sortir du lot des bailleurs de fonds présents partout en Afrique » et « qui ne bénéficient pas d'une très bonne presse, c'est le moins qu'on puisse dire » (T.N., Niger).

⁸ C. Burden-Stelly, G. Home, "From Pan-Africanism to Black Internationalism", In: Reiland Rabaka (ed.), *The Routledge Handbook of Pan-Africanism*, Londres, Routledge, 2020.

⁹ L. Issaev, A. Shishkina, Y. Liokumovich, "Perceptions of Russia's 'return' to Africa: Views from West Africa", In: *South African Journal of International Affairs*, 29(4), 2022, pp. 425-444.

¹⁰ C.A.B. Warren, "Qualitative interviewing", dans: Jaber F. Gubrium et James A. Holstein (dir.), *Handbook of interview research: Context and method*, Londres, Sage, 2002, pp. 103-116.

III. UNE MEFIANCE GENERALISÉE

A l'indistinction entre les organisations internationales, s'ajoute une méfiance envers celles-ci, omniprésente dans les discours de nos interviewés. D'abord, il y a le soupçon permanent selon lequel les organisations internationales auraient d'autres intérêts que les objectifs officiellement déclarés, des intérêts qui sont plutôt ceux de leurs États membres et notamment des anciennes puissances coloniales. Avec les différents programmes déroulés par les institutions internationales, celles-ci viseraient l'endettement des pays africains et, ce faisant, l'exercice d'un contrôle sur ceux-ci. Le scepticisme des officiels africains et leur méfiance envers les intentions des institutions internationales sont synthétisés par un responsable gouvernemental nigérian que nous avons interviewé :

« On n'a pas connu à ce jour un programme international pour l'Afrique qui ne soit pas un outil pour son inféodation » (A.N., Nigéria).

D'autres participants à notre recherche expliquent la méfiance envers les organisations internationales comme une réaction face à la prolifération des formes de dépendance financière des pays en voie de développement par rapport aux organismes financiers internationaux. Soupçonnées de viser l'accaparement néocolonial des ressources des pays africains bloquées en guise de « gages pour les prêts accordés », les institutions internationales sont vivement critiquées par les officiels que nous avons interviewés, comme, par exemple, par cet influent fonctionnaire rwandais :

« Nous sommes dépendants de l'aide des pays du Nord, mais cette aide est toujours très intéressée. Il s'agit d'un outil manié d'une façon perverse par les Occidentaux, utilisé bien souvent par les organisations internationales, menant à notre asservissement à long terme. Ainsi nous mettent-ils bel et bien dans une situation impossible » (O.O., Rwanda)

Pour ce qui est de l'OCDE, comme la démarcation entre cette organisation et les autres ne sont pas très nettes pour les structures décisionnelles des pays africains, l'avis porté sur l'ensemble des organisations internationales concerne aussi l'organisation siégeant à Paris :

« Quand la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE, etc. proposent leur soutien, celui-ci vient avec des conditions très défavorables que nous acceptons seulement parce que nous n'avons pas de choix » (F.M., Angola)

Sur les 27 interviewés, seulement cinq ont jugé bon de nuancer les rapports avec l'OCDE, qui se détacherait des autres organismes internationaux par sa manière de procéder dans les relations avec les bénéficiaires africains. Pour la grande majorité des participants à la recherche, il serait « légitime de critiquer les institutions mondiales et, si on a le courage, de s'opposer aux organisations de ce type » (F.N., Gabon). Dans ce contexte, l'Union Européenne et l'OCDE sont même plus critiquées pour « porter des gants blancs sous lesquels se cache le sang de générations d'esclaves africains » (A.K., Guinée)

IV. UNE ATTITUDE, DES OUTILS ET DES INDICATEURS CONTESTÉS

L'un des sujets les plus sensibles qui nourrit l'aversion de nos interviewés face aux organisations internationales est la manière dont celles-ci évaluent le degré d'atteinte des objectifs fixés dans le cadre des différents programmes d'aide au développement. Ces standards sont décrits comme étant « discrétionnaires », « impossible à remplir » et « ayant rien à voir avec le fonctionnement réel des économies de nos pays » (A.N., Nigéria).

De surcroît, non seulement les critères et les indicateurs utilisés ne sont pas adaptés à la réalité des pays visés, mais les standards eux-mêmes sont considérés comme étant beaucoup trop élevés, même pour les pays développés :

« Les standards pour ce que devrait être une économie fonctionnelle nous sont imposés d'une manière beaucoup plus stricte que dans le cas des pays développés » (R.G., Bénin).

Les participants à notre enquête déplorent aussi la méconnaissance de la situation effectivement présente sur le terrain, l'ignorance des données correctes et l'emploi de données imprécises dans les différents calculs nécessaires pour les rapports d'évaluation et pour la hiérarchisation. Un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires Étrangères sénégalais souligne ce déficit :

« Le précipice entre les chiffres pris en compte par les O.I. et les chiffres réels est, pour tout dire, énorme » (Y.N., Sénégal).

Un autre aspect montré du doigt par les participants est le caractère général et abstrait des politiques prônées par les institutions internationales. Dans ce contexte, même si l'OCDE n'est pas considérée comme l'organisation qui soit « la plus rigide du monde » (W.E., Tanzanie), elle est assimilée à une « manière de procéder qui consiste à décréter des solutions applicables partout » (I.G., Soudan du Sud). Les organisations internationales auraient aussi une attitude « hautaine » et « auto-suffisante », le reflet d'une « prétendue omniscience » (H.P., Malawi). L'OCDE n'échappe pas à son tour à ces critiques, certains participants à notre recherche étant convaincus qu'il y a une manière unitaire de procéder des organisations internationales :

« Trop de dogmes, trop d'insistance sur des recettes universelles qui ne marchent pas partout – chez l'OCDE, de même que chez les autres organisations internationales » (U.P., RSA).

En se trompant sur les outils employés dans les processus d'évaluation des progrès socioéconomiques et politiques des pays bénéficiaires, les institutions internationales n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs. Pour certains, les rapports « cassants » et les « hiérarchisations humiliantes » seraient même contre-productives, car elles entraîneraient des comportements et des réactions adverses :

« Si tu répètes à un cancre qu'il est nul, il va finir par s'habituer et être bien dans la peau du nul ! » (O.P., Burkina).

V. DES MOYENS FINANCIERS INSUFFISANTS

Au-delà des conditions imposées par les bailleurs de fonds internationaux et par les autres institutions globales lors de l'octroi de l'appui financier, technique, logistique ou politique, les mécontentements des interviewés visent aussi l'ampleur des moyens financiers mis à la disposition des bénéficiaires africains. D'un côté, les montants octroyés à travers les différents programmes internationaux – qu'il s'agisse de prêts ou de fonds non-remboursables – sont considérés par une grande majorité des participants comme étant très insuffisants :

« Parfois, bien qu'on ait l'impression qu'il s'agisse de montants généreux, ce sont des gouttes dans des océans infinis ! » (P.P., Cameroun).

Les institutions internationales devraient être « sensibilisées » (R.M., Kenya) à propos des besoins réels des communautés des pays où elles interviennent et prendre des engagements beaucoup plus substantiels, tant sur le plan des ressources matérielles, que sur celui du support logistique et stratégique. Mais les montants

investis dans le développement de l'Afrique sont unanimement considérés comme étant très loin de produire les effets escomptés :

« Si l'OCDE et les autres institutions veulent vraiment nous aider, alors il faudra multiplier les efforts par dix, sinon, il n'y aura pas d'effet réel » (L.D., République du Congo).

En même temps, une partie considérable des interviewés admettent que les Etats africains bénéficient toutefois d'un soutien octroyé par les organisations internationales et qu'ils sont reconnaissants pour ce soutien, bien qu'ils pensent qu'il est loin d'être suffisant :

« Ici, en Afrique, on apprécie énormément le soutien ; mais il faut faire beaucoup, beaucoup plus... » (L.A., Côte d'Ivoire)

Mais le ton change quand il s'agit de souligner le fait que le sous-développement de l'Afrique subsaharienne est un défi pour l'ensemble de la planète et que la prise de conscience de la gravité du problème n'est pas encore suffisamment élevée. Etant persuadés que la « cécité des leaders de la planète se reflète aussi au niveau des organisations internationales qu'ils dirigent » (A.K., Guinée), les officiels africains que nous avons consultés insistent sur le besoin d'un « réveil » face à la dimension des problèmes auxquels se confrontent « aujourd'hui l'Afrique et demain le monde entier » (U.P., Afrique du Sud), car « personne ne sera en mesure d'arrêter les tsunamis de migrants de la faim » (T.N., Niger).

Une fois de plus, les interviewés ont admis qu'ils ont « un peu plus de respect pour des institutions comme l'OCDE que pour d'autres » (P.I., RD Congo), mais c'est justement parce qu'il y a des institutions « qui se conduisent d'une façon plus digne » qu'ils exigent à la fois du respect et du sérieux dans la manière de s'y prendre quand il s'agit de prévoir et de gérer l'aide au développement pour l'Afrique. La conclusion d'un haut responsable malien nous paraît pertinente à cet égard :

« C'est en Afrique que se joue l'avenir du monde, alors, sans mendicité, sans humilité, nous devons demander au Nord de contribuer car il s'agit de sa survie aussi ! » (A.T., Mali).

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Comme nous avons pu l'observer à travers cette recherche, la perception des acteurs du Sud sur les institutions internationales est de plus en plus ouvertement critique. Malgré le fait que l'OCDE bénéficie d'une image légèrement plus positive que d'autres organisations internationales, la manière collective dont sont traitées toutes les institutions, parfois assimilées aux anciennes puissances coloniales, a des répercussions négatives sur la perception de l'OCDE dans les pays africains.

Cette recherche nous permet donc de faire quelques recommandations générales, dont une partie s'inspirent directement des suggestions récurrentes que nous avons recueillies tout au long de notre enquête de terrain.

D'abord, pour renforcer sa légitimité auprès des gouvernements et au sein des sociétés africaines, l'organisation devrait chercher à s'individualiser par rapport aux autres institutions internationales. Une présence plus consistante dans les médias classiques (télévision, radio, presse écrite) et surtout dans les médias sociaux, accompagnée par une communication plus systématique et par un usage quasi-quotidien de la signalétique de l'organisation seraient des mesures indispensables pour une conscientisation de la spécificité de l'action de l'OCDE au sein des sociétés africaines.

Puis, il convient d'admettre que, tout comme d'autres organisations, mais peut-être dans une moindre mesure, l'OCDE travaille à partir d'une série d'idées, de diagnostics et de programmes qui sont prédéterminés et contiennent des mesures que les bénéficiaires devraient orthodoxement appliquer. Or, il ressort très clairement de notre enquête que les responsables africains exigent des institutions internationales de sortir de la généralité dogmatique et d'adapter leurs programmes aux conditions et aux contextes des pays bénéficiaires. La consultation préalable des représentants des pays du Sud, corroborée avec des études de faisabilité concrets et généralisés à tous les niveaux de l'action, seraient de nature à renforcer la pertinence des interventions de l'OCDE.

Enfin, une évaluation plus systématique des résultats des programmes et projets mis en œuvre et l'institution d'un mécanisme de surveillance permanente (au lieu des évaluations périodiques et finales, trop rares et trop générales) pourraient accroître l'efficacité de l'action de l'OCDE et renforcer la confiance des acteurs locaux. Ceux-ci devraient être impliqués dans toutes les phases de la conception, de l'application et de l'évaluation des programmes, en leur permettant ainsi de devenir les coresponsables de leur mise en œuvre et donc de leur réussite.

Il est certain que de telles réformes ne pourraient pas être opérées à court terme et qu'elles nécessitent non seulement des moyens plus conséquents, mais aussi un changement au niveau des mentalités. Cependant, à moyen terme, étant donné l'importance des enjeux pour le Sud global et notamment pour l'Afrique subsaharienne, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique pourrait devenir la première organisation internationale qui soit à la fois inclusive dans ses décisions et efficace dans ses actions déroulées sur le continent africain, un continent qui a besoin plus que jamais de programmes de développement d'envergure.

REFERENCES

- [1] Mișcoiu, S. et De Waele, J.-M., « Introduction. Du maquisard au politique – quelques pistes pour appréhender des trajectoires complexes et sinueuses », dans : Sergiu Mișcoiu, Jean-Michel De Waele et Andreea Bianca Urs (dir.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*, Cluj-Napoca, Casa Cartii de Stiinta, coll. « Afrika », pp. 7-18.
- [2] Warren, C.A.B. (2002), "Qualitative interviewing", dans: Jaber F. Gubrium et James A. Holstein (dir.), *Handbook of interview research: Context and method*, Londres, Sage, pp. 103-116.